



L'Echo des Moutons noirs

N° 0, Novembre 2011



Originellement le mouton est noir, les moutons blancs ont été fabriqués par le génie humain à partir des moutons noirs seuls existant dans la nature.

Il y a une grande différence entre les moutons noirs et les moutons blancs.

Les moutons blancs sont fabriqués, ils sont tous semblables, ils sont télécommandés, subissent de plein fouet le bruit assourdissant de la publicité souvent mensongère, vont aux super-marchés simplement parce qu'ils sont les plus gros, acceptent tout ce qui se dit à la radio et à la télévision, se soumettent aux marques, consomment les produits dont on parle le plus, votent sans réfléchir pour les noms connus, se précipitent tous ensemble dans l'abîme.

Les moutons noirs sont autonomes, personnels, tous différents. Ils sont horripilés par les messages publicitaires, se ravitaillent chez les petits commerçants parce qu'ils les connaissent, eux et les produits qu'ils vendent. Ils choisissent leurs émissions de radio et de télévision, refusent le message des marques et recherchent une qualité expérimentée. Ils débattent, discutent entre eux, réfléchissent. Ils votent d'après leurs convictions et après s'être beaucoup informés.

Voici donc le premier numéro du journal des Moutons noirs, de tous ceux, individus, associations, groupements, partis qui veulent que les choses changent.

Fernand COMTE

La fable du « Maître singe »

Une parabole chinoise de Liu-Ji, datant du XIV^e siècle, illustre bien cette lecture négligée du pouvoir politique : dans l'État féodal de Chu, un vieillard survivait en gardant des singes à son service. Les gens l'appelaient « Ju gong » (Maître singe). Chaque matin, le vieil homme rassemblait les singes dans sa cour et donnait l'ordre à l'aîné d'emmener les autres dans la montagne ramasser des fruits sur les arbres et dans les buissons. La règle exigeait que chaque singe donne le dixième de sa récolte au vieillard, et ceux qui ne le faisaient pas étaient violemment fouettés. Tous les singes en souffraient mais n'osaient s'en plaindre.

Un jour, un jeune singe s'adressa aux autres : «Le vieil homme a-t-il planté tous les fruitiers et buissons?» Les autres répondirent : «Non, ils ont poussé naturellement.» Le jeune singe insista : «Ne pouvons-nous pas prendre les

fruits sans la permission du vieil homme ?» Les autres répondirent : «Si, nous pouvons tous le faire.» Le jeune singe continua : «Alors pourquoi devons-nous dépendre du vieil homme ; pourquoi devons-nous tous le servir ?» Avant que le petit singe ne finisse sa phrase, tous les autres avaient compris et s'éveillaient. La nuit même, s'assurant que le vieil homme était endormi, les singes détruisirent l'enclos dans lequel ils étaient confinés. Ils prirent les fruits que le vieil homme avait emmagasinés et les emportèrent dans la forêt pour ne jamais en revenir. Le vieil homme finit par mourir de faim. Yu-zu-li conclut : «Certains hommes, dans le monde, dominant leur peuple par l'imposture et non pas par la justice. Ne sont-ils pas comme le Maître singe ? Ils ne se rendent pas compte de leur confusion d'esprit. Dès que leur peuple comprend la chose, leurs ruses ne fonctionnent plus.»

Gene SHARP





Bon départ ; ça continue !

Les «rencontres du service public» (association-loi 1901) ont été créées il y a un an, pour : «promouvoir, prioritairement sur le territoire de la Sologne et du Val du Cher, le service public «à la française», son histoire, ses valeurs de solidarité, d'égalité, de laïcité, valoriser les missions des services publics, affirmer la nécessité de les défendre face à la marchandisation de la société et du monde, de les reconquérir, de les moderniser et de démocratiser leur gestion.

Le bilan de cette année d'activités des «rencontres» est extrêmement encourageant :

- près d'une centaine de participants aux 3 soirées à Romorantin et 25 au débat organisé à l'invitation d'ATTAC 41 dans le cadre de la fête des Moutons Noirs à Mont-près-Chambord le 25 juin ;
- des intervenants prestigieux et d'une grande diversité d'approches lors des soirées ;
- des contacts noués avec des responsables et militants d'associations, organisations syndicales, politiques, de groupements, sensibilisés par l'objectif de la défense et la modernisation des services publics, et intéressés à la constitution d'un réseau de l'ensemble des acteurs.

Ces débuts prometteurs incitent à poursuivre et amplifier ce travail d'éducation populaire et de mobilisation citoyenne, en lien avec tous ceux qui le souhaitent, et en corrélation avec le développement du mouvement social et des actions plus spécifiques (bureaux de postes, classes, services hospitaliers...).

Dans les prochaines semaines, les «rencontres» proposeront de nouvelles initiatives.

Elles suivront avec satisfaction, mais aussi avec exigences, l'avancée des travaux du BA (la ligne ferroviaire Le-Blanc/Argent), actés par la Commission Permanente du Conseil Régional.

Compte-tenu de la dégradation manifeste des conditions d'accueil et d'enseignement, des suppressions de classe, de l'augmentation du nombre d'élèves par classe dans le secondaire, dues à un plan social sans précédent dans l'Education, elles s'associent d'ores et déjà au mouvement nécessaire pour l'Ecole et appellent à participer aux journées d'actions, dont celle du 27 septembre ; Elles se préparent à intervenir de plain-pied, avec leur spécificité, dans le débat électoral déjà engagé, et à interpeler les candidats et les formations politiques sur cette question cruciale de l'avenir des services publics.

Romorantin,
le 19 /9/2011.

Le ferroviaire : enjeux et avenir
Les animateurs des Rencontres des services publics

vous invitent à débattre, à dire vos attentes, à formuler des propositions

Le lundi 5 décembre à 18 heures

Salle du Centre de Loisirs

(91 rue des Papillons)

à ROMORANTIN

Les usagers, les salariés, les élus locaux, les militants associatifs et syndicaux sont attendus

Jean Michel BODIN

vice-président de la Région Centre chargé des transports et

Gilles MARTINET

Responsable syndical national à la SNCF
apporteront leur éclairage

Qui rassemblons-nous ?

La politique ne peut rester une affaire de spécialistes et doit devenir l'exercice plein pour chacun(e) de sa citoyenneté. Oui, il faut soumettre en permanence tout mandat à l'approbation citoyenne. Et l'action des élu(e)s doit être dans un prolongement des mobilisations et un moyen de dialogue permanent avec celles-ci au sein des institutions.

Convergence, rencontre, pratiques, mises en commun, en regroupant la pluralité des cultures et parcours politiques anticapitalistes, la Fédération veut être un outil dans la lutte pour la transformation émancipatrice et écologiste, et, à cette fin, un instrument pour le rassemblement de toute la gauche de gauche dans sa diversité.

Riche de ses différences, ouverte à tous ceux et toutes celles qui veulent partager ce projet, la FASE regroupe des citoyen(ne)s, des militant(e)s membres ou non de structures politiques, et des groupes et courants : Les Alternatifs, les Communistes Unitaires (ACU), la Coordination Nationale des Collectifs Unitaires pour une alternative au libéralisme (CNCU), les AlterEkolos, Ecologie Solidaire, Alternative Démocratie Socialisme (ADS), le Mai, Utopia, et différents groupes locaux.
<http://www.lafederation.org>





Le droit des salarié(e)s contre la loi des patrons et des actionnaires

SOLIDAIRES est une organisation interprofessionnelle, présente dans l'ensemble des départements (par exemple SOLIDAIRES Loir-et-Cher), qui regroupe à ce jour plus d'un million de salarié(e)s grâce à quarante six organisations syndicales professionnelles nationales (dont toutes les organisations SUD) relevant des secteurs privé et public. Aujourd'hui, SOLIDAIRES est première ou deuxième organisation syndicale dans bon nombre d'établissements, d'entreprises, de services, d'administrations, de ministères... y compris en Loir-et-Cher.

Se syndiquer ?

SOLIDAIRES entend mettre en œuvre un syndicalisme de contre-pouvoir qui lie défense quotidienne des salarié(e)s et transformation de la société c'est-à-dire la possibilité d'agir sur son environnement professionnel et être acteur de sa vie. Seul un syndicalisme fort peut avoir ce rôle de contre-pouvoir au patronat, aux actionnaires et aux pouvoirs publics. Pour cela, nous avons besoin de toutes et tous ! Face aux suppressions d'emploi, aux remises en cause de nos droits, aux abus des patrons, les «débrouilles» individuelles ne peuvent être une solution. En se syndiquant, chacun(e) contribue à sa propre défense, mais également à celle des autres. Nous avons besoin d'un outil pour mieux nous défendre, individuellement et collectivement et c'est SOLIDAIRES : *il agit pour réduire les inégalités économiques et sociales, et pour permettre l'élévation du niveau de vie du plus grand nombre et prioritairement des plus démunis ; *il lutte pour l'amélioration des acquis sociaux, défend les revendications spécifiques de chacun tout en cherchant à dépasser la vision sectorielle pour unifier les préoccupations des salarié(e)s ;

*il regroupe dans un même syndicat les salarié(e)s, c'est-à-dire toutes celles et ceux qui ont un CDI, un CDD, un emploi statutaire, sont en stage, en formation, au chômage, en retraite sans distinction religieuse, politique ou d'origine ; *il permet aux salarié(e)s de s'organiser à la base et de mener la lutte selon les choix des individus regroupés en collectifs. Ce syndicat doit être indépendant du patronat et des partis politiques. Il doit assurer sur le terrain la défense quotidienne des droits de tou(te)s les salarié(e)s et aussi permettre d'en conquérir de nouveaux, en élaborant des revendications, en organisant les actions nécessaires. Chaque salarié(e) doit être l'acteur du changement.

Hors des lieux de travail ?

Pour SOLIDAIRES, défendre les travailleuses-eurs, c'est être capable d'agir sur les facteurs qui déterminent leurs conditions d'existence. Agir localement contre les décisions patronales ou gouvernementales ne peut suffire si, dans le même temps, rien n'est fait pour s'attaquer aux causes premières à l'origine des décisions. Notre union syndicale essaye de développer une stratégie et une pratique syndicales, au niveau professionnel comme au niveau interprofessionnel, permettant aux salarié(e)s de faire le lien entre ce qu'ils-elles vivent sur leur lieu de travail et la mondialisation libérale et financière en marche. C'est pourquoi notre syndicalisme ne s'arrête pas à la porte des lieux de travail et s'inscrit pleinement dans un mouvement global, comme celui des moutons noirs. Pour tous contacts : SOLIDAIRES Loir-et-Cher 35/37 avenue de l'Europe 41000 BLOIS 02 54 74 05 67, **SOLIDAIRES41@wanadoo.fr** et **www.SOLIDAIRES.org**



Quelques informations

OGM : un tournant ?

Une récente publication, par une équipe chinoise, devrait conduire à un bouleversement des conceptions traditionnelles de la biologie. Le travail de ZHANG a montré que du matériel générique issu du règne végétal pouvait interférer avec le fonctionnement génétique d'animaux ayant ingérés des végétaux (du riz en l'occurrence). Jusqu'à il y a peu, l'ADN servait à coder les protéines. Chez l'homme, moins de 2% de l'ADN codait effectivement des protéines. Et le reste ? On n'en avait cure, c'était de «l'ADN» poubelle car ce qui n'est pas connu n'existe pas..... Cet «ADN inutile» contient des séquences transcrites en ARN. L'étude montre que les micros ARN de plantes résistent à la cuisson et à la digestion et sont capables de passer dans le sang, entrer dans certaines cellules (dont celles du foie).

Extrait d'un article de Frédéric Jacquemart (inf'OGM).

Produits de la ruche

En septembre, la Cour de Justice de l'UE a décidé que du miel contenant du pollen de maïs MON 810 était interdit faute d'autorisation. Si un jour cette autorisation survenait, les produits de la ruche seraient étiquetés «contient des OGM» ! On imagine le préjudice des apiculteurs, alors que le miel, la propolis, le pollen ou la gelée royale sont consommés parce que naturels. La France consomme 40 000 tonnes de miel par an, dont 25 000 tonnes importées en 2010 de l'Espagne, la Chine 2 600 tonnes, qui produit des PGM (plantes génétiquement modifiées) de façon incontrôlée et l'Argentine 1 500 tonnes, 3^{ème} producteur de PGM au monde. Il est probable que certains miels chinois contiennent du pollen de PGM, non autorisés dans l'UE. Quelles décisions ? Pour l'Argentine, les pollens issus de PGM sont autorisés dans l'alimentation humaine de l'UE (mise à part celui du MON 810, du T25.....). La majorité de ces miels ne sera pas bloquée aux portes de l'UE mais ils devront être étiquetés. Qui prendra en charge les coûts de l'analyse de détection et de quantification ?

Lignes extraites signées Anne Furet, Eric Meunier





Fichés et sélectionnés à 5 ans : C'est NON, Monsieur le ministre !

Dans un document dévoilé ce jour mais jamais soumis aux organisations syndicales, on découvre que le ministre compte mettre en place un dispositif na-

et s'épanouissent sereinement. Pour cela, les apprentissages se construisent progressivement. Dans ce cadre, les enseignants savent très bien observer et accompagner les élèves qui ont besoin d'aides et d'étayage.

médias, aura marqué un premier point. Plus question, apparemment, d'une passation obligatoire en novembre prochain comme il était initialement envisagé. Plus question non plus d'étiqueter des enfants «à risque» ou à «haut risque», terminologies empruntées à l'épidémiologie, et qui n'ont rien à voir avec la pratique, pour ne pas dire à l'éthique professionnelle des enseignant(e)s en école maternelle.

Le conflit reste entier

On ne parle plus au ministère d'évaluation mais d'un "dispositif", d'un "protocole", qui devait pourtant être mis en place en novembre et n'est, semble-t-il à ce jour, même pas "stabilisé". Tout ceci n'est pas sérieux ! Ces annonces à l'emporte-pièce, sans concertation aucune, sont sources de déstabilisation professionnelle pour des enseignants qui réclament avant tout de la sérénité et de la reconnaissance dans l'exercice de leur métier.



tional d'évaluation en maternelle destiné à marquer les élèves comme « à Risque » voire « à Haut Risque ».

5 ans et déjà fiché !

Le marquage «à Risque» ou à «Haut Risque» devrait être communiqué aux parents. Les élèves seraient alors orientés vers des entraînements obligatoires et formatés. Pour le SNUipp-FSU, ce dispositif est inacceptable. En maternelle, il n'existe pas d'élève à risque. Les différences de maturité et de développement ne peuvent pas être regardées sous le seul prisme de la difficulté scolaire et encore moins de celui des troubles du comportement.

La maternelle n'est pas une école de la compétition et du tri. Les enseignants accordent une toute autre attention aux élèves pour qu'ils apprennent, grandissent

(Association générale des enseignants de maternelle) à se rencontrer au plus vite pour lancer une grande initiative nationale contre l'étiquetage des élèves.

Communiqué de presse SNUipp-FSU
Paris, le 12 octobre 2011

Premier recul

Le ministère de l'Éducation Nationale vient de confirmer au SNUipp-FSU que le dispositif d'évaluation envisagé pour les enfants de cinq ans sera modifié et sa passation dans les écoles maternelles rendue non obligatoire. La levée de boucliers de toute la communauté éducative, abondamment relayée par les

**La maternelle n'est pas du tout
une école de la compétition et du tri.**

En tout état de cause, rien n'est réglé. Cette confusion des genres entre ce qui relève du médical et de la pédagogie, entre comportements et apprentissages n'est pas acceptable.

Le SNUipp-FSU persiste à s'y opposer et demande qu'un tel dispositif ne se mette pas en place. L'école maternelle ne saurait être le lieu du tri. Le SNUipp réaffirme son caractère préventif, loin de toutes formes de stigmatisation. Pour cela, le travail des enseignants, des RASED et des médecins scolaires est indispensable, à l'opposé de tout formatage, de tout étiquetage. snu41@snuipp.fr





Depuis un an déjà, un petit collectif vendômois issu de l'association Dos d'âne a démarré une initiative de Transition. Le mouvement international des villes et territoires en transition repose sur un double constat: le réchauffement climatique global et l'épuisement des ressources naturelles et fossiles en particulier avec le passage du pic du pétrole. Il s'agit alors de recréer du lien entre les habitants pour proposer et mettre en oeuvre des mesures en rupture avec les causes de ces défis.

La communication autour de cette initiative a débuté sur un portage de paroles effectué dans la rue piétonne de Vendôme. Ce portage de paroles consistait à interpellier les passants pour leur poser la question : Que feriez-vous sans pétrole ? Cette démarche a permis de collecter différents avis confirmant une vision d'avenir de descente énergétique (pétrole plus rare et plus cher) et des propositions variées sur l'alimentation, les transports, etc.... Lors de cette opération, une invitation était transmise pour participer à une soirée projection-débat. Une centaine de personnes avait répondu présente. Intéressés par la dynamique de ce mouvement, des groupes de «travail» se sont formés dans lesquels se sont dégagés quelques axes : transports et hippomobile, monnaie locale, énergies, jardins partagés, banque de semences, éducation... Nous nous réunissons, une fois par mois (parfois plus si nécessaire), pour discuter et essayer de mettre en place les actions sur lesquelles nous nous engageons. Ces réunions sont ouvertes à toutes/tous dans le respect de la diversité, l'écoute de chaque participant(e) et dans la convivialité qui se traduit, en fin de réunion par un buffet partagé. L'équipe de Dos d'âne, l'association des objecteurs de croissance en Vendômois.

P.S. Pour le calendrier des prochaines réunions et pour tous renseignements complémentaires :
transitionenvendomois@maillou.org
ou dosdane@maillou.org
visitez aussi le site :
<http://fr.wiserearth.org/group/transitionenvendomois>



La transition énergétique : Pourquoi ? Comment ?

Qu'est-ce qui peut toucher à la fois à l'épuisement des ressources naturelles, la sécurité nationale, la santé publique ou au réchauffement climatique ?

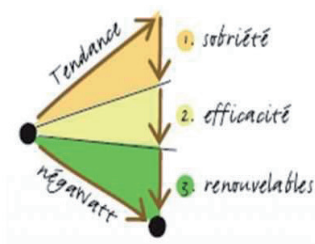
Réponse : l'énergie.

Et la question de la transition énergétique sera un impératif de la prochaine décennie. Le pic de production du pétrole a été passé fin 2006. L'humanité, et singulièrement les pays occidentaux, sont engagés dans l'un des pires scénarios du réchauffement climatique. Beaucoup des centrales nucléaires françaises construites à la fin des années 70 et au début des années 80 arriveront en fin de vie d'ici 2020.

« L'Humain d'abord », le programme du Front de Gauche (8 organisations politiques), prévoit une sortie des énergies carbonées d'ici 2050. Sur la question du nucléaire, le Parti de Gauche est favorable à une sortie échelonnée, sans dépassement de la durée de vie des 30 ans pour lesquels les réacteurs ont été construits. Il existe des divergences sur ce sujet au sein même du Front de Gauche, comme il en existe dans toute la gauche. Mais la voie de sortie proposée tranche avec le passé ! Car les enjeux énergétiques n'ont jamais fait l'objet d'un débat public dans le pays. Nous proposons donc un grand débat national suivi d'un référendum. Et nous mettons au débat que ce soit une proposition commune de toute la gauche pour l'élection présidentielle de 2012, histoire d'être à la hauteur de l'enjeu... historique.

Il faudra argumenter dans ce débat. Répliquer au ridicule « retour à la bougie » qui ne manquera pas de ressortir : la bougie est trop polluante et peu efficace. Et ça tombe bien, le scénario Négawatt millésime 2011 vient de sor-

tir. Tout un programme de planification écologique, basé sur ce triptyque à bien lire dans l'ordre des priorités :
~ sobriété : on réduit les consommations inutiles, comme les écrans de publicité lumineux
~ efficacité : on améliore le rendement énergétique, en rénovant par exemple les logements passoires
~ énergies renouvelables : solaire, éolien, géothermie, biomasse, traction animale, etc
Un programme technique mais aussi social pour diviser par 4 nos émissions de gaz à effet de serre, fermer le der-



nier réacteur nucléaire en 2032, et améliorer le confort de vie de chacun. Le chantier est immense et ne se concrétisera pas avec un simple arrangement entre partis politiques. La transition énergétique passera par une forte mobilisation populaire, le référendum en sera un outil.



pg41@lepartidegauche.fr



Confédération paysanne

La Confédération Paysanne est le deuxième syndicat agricole et représente actuellement environ 1/5 des agriculteurs du Loir et Cher. Le syndicat ne pèse cependant que 2 représentants sur 40 dans les instances politiques de la Chambre d'Agriculture (ceci étant dû au mode de scrutin des élections).

Au cœur du projet de la Confédération Paysanne, la défense d'une agriculture respectueuse de l'environnement, des paysans et des consommateurs, résumée à travers la notion d'«Agriculture Paysanne».

Nous, paysans, continuons à penser, observer et démontrer une pratique de notre métier respectueuse de notre environnement matériel et humain. Cela à la fois par la proximité, les échanges, le relationnel et la critique positive. Nous sommes également présents pour soutenir les paysans en difficultés, les jeunes porteurs de projets, et toutes les personnes se retrouvant dans les valeurs défendues par le syndicat. Contact : 0254560071 / confpaysanne41@yahoo.fr
Porte parole: Simon Tardieux



Procès de 6 éleveurs du Loir-et-Cher

Ils ont fait le choix de ne pas vacciner contre la FCO

Ils risquent aujourd'hui une amende pouvant aller jusqu'à 750 euros/animal !

Qu'est ce que la FCO ?

La Fièvre catarrhale ovine (FCO) plus simplement appelée «maladie de la langue bleue», est une maladie virale qui touche les bovins et les ovins domestiques et sauvages et qui se transmet par l'intermédiaire d'un insecte. Elle n'est donc pas contagieuse directement entre animaux et n'affecte pas l'homme. Il existe 24 sérotypes -variétés différents du virus, présents dans différentes zones de la Terre.

Petit Historique :

Les sérotypes 2, 4 et 16 du virus touchent le bassin méditerranéen depuis les années 50, alors que le sérotype 8, connu depuis longtemps en zone subsaharienne a été détecté à partir de 2006 aux Pays-Bas. Suite à cela, de 2006 à 2008, quelques dizaines de milliers de bêtes (sur 19 Millions de bovins et 8 Millions d'ovins) ont succombé à la FCO en France. Pour enrayer la maladie, une campagne de vaccination d'abord facultative puis obligatoire a été mise en place de 2007 à 2010.

Après 2 années de vaccination obligatoire inutile, et dans l'incapacité de financer une nouvelle campagne, le Ministère de l'Agriculture a décidé de rendre la vaccination

facultative en 2011, confortant dans leur choix les éleveurs ayant décidé de ne pas vacciner !

Pourquoi ces éleveurs ont choisi de ne pas vacciner leurs animaux ?

- En droit du Code rural, la FCO est classée comme contagieuse, ce qui justifie l'obligation de vacciner. Pourtant, la maladie ne se transmet pas d'animal à animal. Le professeur Dehaumont, directeur de l'agence nationale du médicament vétérinaire, assure donc que la vaccination des animaux domestiques n'empêche pas nécessairement la propagation du virus.
- De plus, ce vaccin est loin d'être inoffensif pour les animaux. Plusieurs cas de décès, avortements, baisse de fertilité, ont été décrits sur des élevages peu de temps après la vaccination, ce que ne conteste pas l'AFSA.
- Par ailleurs, il est possible d'utiliser des techniques alternatives préventives et curatives et de développer l'immunité naturelle des animaux. D'après G. Foucras (INRA), la durée de l'immunité post infectieuse est longue et dure vraisemblablement plusieurs années. Elle est très certainement supérieure à celle induite par voie vaccinale.
- Enfin, il se trouve que dans les adjuvants du vaccin, il y a des métaux lourds qui sont stockés par les cellules et se retrouvent dans la viande consommable. A l'heure actuelle, aucune étude n'a été faite sur les conséquences éventuelles de ces adjuvants sur la santé des consommateurs.

Face à ces éléments et incertitudes, partout en France, des éleveurs ont considéré que l'obligation de vacciner était injustifiée. Ils ont donc refusé la vaccination. Ils ne sont pas contre la vaccination dans son principe. Ils sont conscients qu'elle peut être nécessaire sur certains élevages immunodéprimés ou tout simplement que cela peut être le choix technique opéré par d'autres éleveurs.

Nous revendiquons le choix d'adopter une prophylaxie alternative pour la protection de notre troupeau contre la FCO, et ce, sans surcoût par rapport à la prophylaxie «pharmaceutique». Nous souhaitons développer l'utilisation de pratiques non nocives pour les animaux, l'environnement et les consommateurs, qui favorisent la résistance naturelle des animaux.



Un appel des Grecs

Une poignée de banques internationales, d'agences d'évaluation, de fonds d'investissement, une concentration mondiale du capital financier sans précédent historique, revendiquent le pouvoir en Europe et dans le monde et se préparent à abolir nos États et notre démocratie, utilisant l'arme de la dette pour mettre en esclavage la population européenne, mettant à la place des démocraties imparfaites que nous avons, la dictature de l'argent et des banques, le pouvoir de l'empire totalitaire de la mondialisation, dont le centre politique est en dehors de l'Europe continentale, malgré la présence de banques européennes puissantes au cœur de l'empire.

Ils ont commencé par la Grèce, l'utilisant comme cobaye, pour se déplacer vers les autres pays de la périphérie européenne, et progressivement vers le centre. L'espoir de quelques pays européens d'échapper éventuellement prouve que les leaders européens font face à un nouveau « fascisme financier », ne faisant pas mieux quand ils étaient en face de la menace de Hitler dans l'entre-deux-guerres. Ce n'est pas par accident qu'une grosse partie des media contrôlée par les banques s'attaque à la périphérie européenne, en traitant ces pays de « cochons » et aussi tournant leur campagne médiatique méprisante, sadique, raciste avec les media qu'ils possèdent, pas seulement contre les Grecs, mais aussi contre l'héritage grec et la civilisation grecque antique. Ce choix montre les buts profonds et inavoués de l'idéologie et des valeurs du capital financier, promoteur d'un capitalisme de destruction.

La tentative des media allemands d'humilier des symboles tels que l'Acropole ou la Venus de Milo, monuments qui furent respectés même par les officiers d'Hitler, n'est rien d'autre que l'expression d'un profond mépris affiché par les banquiers qui contrôlent ces me-

dia, pas tellement contre les Grecs, mais surtout contre les idées de liberté et de démocratie qui sont nées dans ce pays.

Le monstre financier a produit quatre décades d'exemption de taxe pour le capital, toutes sortes de « libéralisations du marché, une large dérégulation, l'abolition de toutes les barrières aux flux financiers et aux facilités, d'attaques constantes contre l'État, l'acquisition massive des partis et des media, l'appropriation des surplus mondiaux par une poignée de banques vampires de Wall Street. Maintenant, ce monstre, un véritable « État derrière les États » se révèle vouloir la réalisation d'un « permanent coup d'État » (en français dans le texte) financier et politique, et cela pour plus de quatre décades.

En face de cette attaque, les forces politiques de droite et la social-démocratie semblent compromises après des décades d'entrisme par le capitalisme financier, dont les centres des plus importants sont non-européens. D'autre part, les syndicats et les mouvements sociaux ne sont pas encore assez forts pour bloquer cette attaque de manière décisive, comme ils l'ont fait à de nombreuses reprises dans le passé. Le nouveau totalitarisme financier cherche à tirer avantage de cette situation de manière à imposer des conditions irréversibles à travers l'Europe. Il y a un urgent besoin d'une coordi-



nation d'action immédiate et d'une coordination transfrontalière [...]

L'Europe ne peut survivre que si elle met en avant une réponse unie contre les marchés, un défi plus important que les leurs, un nouveau « New Deal » européen. Nous devons stopper immédiatement l'attaque contre la Grèce et les autres pays de l'UE de la périphérie; nous devons arrêter cette politique irresponsable et criminelle d'austérité et de privatisation, qui conduit directement à une crise pire que celle de 1929.

Les dettes publiques doivent être radicalement restructurées dans l'Eurozone, particulièrement aux dépens des géants des banques privées. Les banques doivent être reconstruites et le financement de l'économie européenne doit être sous contrôle [...]

L'architecture actuelle, basée sur le traité de Maastricht et les règles du WTO, a installé en Europe une machine à fabriquer la dette. Nous avons besoin d'un changement radical de tous les traités, la soumission de la BCE au contrôle politique [...], une « règle d'or » pour un minimum de niveau social, fiscal et environnemental en Europe.[...]

Nous faisons appel aux forces et aux individus qui partagent ces idées à converger dans un large front d'action européen aussi tôt que possible, de produire un programme de transition européen, de coordonner notre action internationale, de façon à mobiliser les forces du mouvement populaire, de renverser l'actuel équilibre des forces et de vaincre les actuels leaderships historiquement irresponsables de nos pays, de façon à sauver nos populations et nos sociétés avant qu'il ne soit trop tard pour l'Europe.

Mikis Thédorakis et Manolis Glezos
Athènes, octobre 2011

